

Françafrique

La raison d'état

Narrateur - 00:12 - Juin 2009, le Gabon enterre son président, Omar Bongo. Image idyllique, deux présidents de la république, l'ancien et le nouveau, réunis pour un hommage commun et fraternel au défunt africain. Mais l'image est trompeuse. Au delà des haines et des trahisons engendrées par la rivalité politique, la loi du silence doit régner, car ici en terre africaine, il y a depuis près d'un demi-siècle, trop de complot partagés, trop de coups d'état sanglants organisés, de dictatures protégées. En public, rien ne doit filtrer.

Narrateur - 1:21 - Autour du Président Sarkozy, la délégation française est le reflet d'un mélange, d'une connivence qui transcende les époques, les camps politiques et mêle personnages publics et hommes de l'ombre. Politiciens de gauche et de droite, franc-maçons, conseillers officieux et ayant servi l'ancien et le nouveau président. Pléthore de ministres de la coopération, amis d'enfance du président omniprésents en Afrique et aux fonctions inconnues. Tous détiennent une part du secret.

Narrateur - 2:07 - Qui va prendre la succession d'Omar Bongo? Cet ami africain qui durant 40 ans fut le garant incontournable d'une politique franco-africaine qui nous a toujours été cachée. Ali Bongo, le fils du président défunt est donné vainqueur des prochaines élections. Il tient l'armée mais ses opposants sont nombreux se réclamant tous d'un peuple muet qui n'a jamais profité des richesses du pays.

N. Sarkozy - 2:33 - *"Et dire aux gabonais maintenant que c'est à eux de choisir, à eux seuls. Je vais vous dire de la façon la plus claire, la France n'a pas de candidat".*

Narrateur - 2:42 - Difficile à croire. Comment la France pourrait-elle se désintéresser d'une telle succession ? "Bon courage Monsieur le Président". Le 30 août 2009, Ali Bongo remportera les élections, mais dans quelles conditions? L'ancien chef des services secrets français du Gabon s'indigne.

Jacques Sales - 3:08 - "On a les vrais chiffres et puis on est pas les seuls. même l'agence France Presse locale les a. personne ne dit, mais ça me révolte moi".

Narrateur - 3:16 - L'ancien Monsieur Afrique du Président Chirac est encore plus précis et donne le principal opposant d'Ali Bongo comme vrai vainqueur. *"Nous on a plein d'infos comme quoi Bamé a eu 42 et Ali Bongo 37 que ça a été quasiment inversé"*. Quant à l'ancien ambassadeur de France au Gabon, il y a longtemps qu'il ne se fait plus d'illusions (Delaunay) *"l'élection qui était un peu truquée bien sûr, comme partout, hein, mais bon"*.

Narrateur - 3:46 - Ainsi va la France Afrique, 50 ans d'une histoire secrète écrite sous la tutelle de l'homme qui pris en main le destin de la France à la fin des années 50, le Général de Gaulle.

Général de Gaulle - 3:58 - *"Tous les pays sous développés qui hier dépendaient de nous et qui sont aujourd'hui nos amis préférés demandent notre aide et notre concours, mais cette aide et ce concours, pourquoi les donnerions-nous si cela n'en vaut pas la peine?"*

Narrateur - 4:58 - Pour comprendre ces cinquante années d'une histoire occulte, il faut remonter en 1945, à la fin de la deuxième guerre mondiale. A la libération, un vent de révolte souffle sur tout l'empire colonial français. Le Général de Gaulle en est convaincu, la France n'échappera pas au mouvement des indépendances qui balayent la planète. Dans le cadre du référendum de 1958 qui crée la cinquième république, il propose donc aux quatorze colonies africaines un nouveau statut qui deux ans plus tard en 1960, débouchera sur l'indépendance. Mais dans l'esprit du général, indépendance ne signifie pas liberté.

Narrateur - 5:48 - Il est hors de question de perdre le contrôle des anciennes colonies, car de Gaulle a une certitude, la France ne peut être reconnue comme une grande puissance mondiale que si elle est indépendante sur le plan énergétique. Pour y parvenir, il installe à la direction des carburants un homme de confiance, Pierre Guillaumat, polytechnicien, qui sera le fondateur de ELF, la grande compagnie pétrolière publique française.

Loïc Le Floch Prigeant - 6:26 - *"Pierre Guillaumat, c'est le stratège industriel du Général de Gaulle. Il veut dire, il faut absolument se retrouver avec une indépendance énergétique, et voilà comment on va faire."*

Narrateur - 6:40 - Mais très vite, Pierre Guillaumat va devoir affronter un problème majeur. La France tire l'essentiel de son pétrole de l'Algérie. Hors en 1962, après une guerre fratricide, l'Algérie est devenue indépendante et la France perd son pétrole Saharien.

Albin Chalandon - 7:01 - "ELF a été fait par la richesse saharienne et d'un coup, elle est rayée de la carte. Alors il a donc fallu rebâtir une nouvelle stratégie aller à la conquête du pétrole mondial et si possible, aller là où il y en avait".

TV : 7:23 - *"Sur la carte mondiale de l'or noir, il faut ajouter aujourd'hui une nouvelle tâche, le Gabon, au Sud de Port Gentil, l'arsenal ultra moderne de la recherche pétrolière a été mis à contribution."*

Narrateur - 7:48 - Incontestablement, le gisement Gabonais a l'air d'être intéressant et le Gabon va devenir l'axe politique majeur de la politique pétrolière.

Narrateur - 8:02 - C'est donc le Gabon qui remplacera l'Algérie mais problème, le Gabon n'est plus depuis 1960 une colonie française. Il est devenu un état indépendant. Et c'est bien cette indépendance toute neuve qui désormais inquiète le Général de Gaulle et les pétroliers.

Loïc Le Floch Prigeant - 8:23 - "A partir du moment où il y a pétrole, il faut qu'il y ait une certaine stabilité. On ne peut pas imaginer avoir des coups d'état tous les trois mois avec des conditions changeantes puisque entre le moment où l'on trouve du pétrole et le moment où on le sort, s'écoule 7 ans. Donc si les conditions changent tous les 3 mois ou tous les ans, on sait pas où on va, on sait pas comment investir, on sait pas comment faire et je dirais que d'une certaine façon, le Général de Gaulle va

essayer de trouver à l'intérieur de ces pays une certaine stabilité pour satisfaire le besoin d'autonomie énergétique du pays. C'est clair."

Narrateur - 9:04 - Trouver une certaine stabilité, tout est dit. Pour assurer cette stabilité et de fait le contrôle de ces nouveaux états, le Général de Gaulle va mettre en place un système qui s'appuie sur deux hommes dont il a pu apprécier le dévouement dans les services secrets de la résistance. Pierre Guillaumat d'abord, le patron de ELF qui accepte que la compagnie pétrolière devienne le bras armé de la France en Afrique et qu'une partie de ses profits colossaux servent à financer des opérations secrètes dans les anciennes colonies. Et Jacques Foccart qui a été un des artisans les plus actifs du retour au pouvoir du Général de Gaulle en 1958. Avec le titre officiel de secrétaire général de l'Elysée chargé des affaires africaines et malgaches, il devient le grand ordonnateur occulte de la politique africaine de la France.

Jacques Foccart - 10:04 - *"Le Général a décidé de garder près de lui une cellule politique pour s'occuper de ses relations avec les états africains. J'ai eu l'honneur d'en être le titulaire".*

Narrateur - 10:20 - Cette cellule politique dont parle Jacques Foccart va s'appeler "la cellule africaine de l'Elysée". Pendant 16 ans sous les présidences de de Gaulle puis de Pompidou, à la tête d'une centaine de collaborateurs, Jacques Foccart va organiser les rapports personnels entre les chefs d'état français et les présidents africains. Car la politique franco africaine passe désormais par les liens étroits et secrets au plus au niveau des états en dehors de tout contrôle parlementaire ou gouvernemental.

Jacques Foccart - 10:59 - *"Je reconnais que les relations que je me suis créées avec des commerçants européens, avec des industriels en Afrique, avec des africains de toutes catégories et par la suite, des chefs d'état africains, constitue un réseau, mais je ne n'appelle pas ça un réseau".*

Narrateur - 11:26 - Il sera bien le seul. Les historiens retiendront l'expression "les réseaux Foccart". Jacques Foccart, la seule personne qui en dehors de Madame de Gaulle bien sûr, a le privilège de voir le Général tous les soirs. Il s'entoure d'hommes qui lui font une confiance absolue.

Maurice Delaunay - 11:47 - *"J'étais un homme de Foccart. J'étais entièrement dévoué à Monsieur Foccart. J'ai toujours fait ce que Monsieur Foccart me demandait. Il m'a toujours bien conseillé, bien soutenu également et j'ai beaucoup d'admiration pour Monsieur Foccart."*

Narrateur - 12:08 - Maurice Delaunay sort de la Coloniale, l'école nationale de la France d'outre mer. Il est le prototype de ces serviteurs de l'état qui ont géré l'empire africain sans état d'âme. Sa très longue carrière en Afrique francophone va en faire le témoin privilégié des cinquante années qui mènent des indépendances de 1960 à aujourd'hui.

Maurice Delaunay - 12:31 - *"Monsieur Foccart n'a jamais accepté un sou du gouvernement français, jamais. Le Général lui a proposé plusieurs fois d'être nommé conseiller d'état, il a refusé, d'être nommé secrétaire d'état, il a refusé. Quand on lui a parlé de lui donner un salaire il a toujours refusé".*

Narrateur - 12:51 - Jacques Foccart vit d'une petite structure d'import export qui fait du commerce avec les Antilles. Cette indépendance financière en fait un électron libre au sein de l'appareil d'état.

Maurice Delaunay - 13:02 - "Il était officiel bien évidemment mais il n'était pas officiel, il n'avait pas de fonction officielle".

Narrateur - 13:16 - C'est donc un homme non officiel qui va pendant 16 ans être dans les faits le bras droit du Général de Gaulle.

Maurice Delaunay - 13:25 - *"Je suis allé voir Monsieur Foccart, trois semaines avant sa mort et puis au moment de le quitter, je lui ai dit, écoutez je vais vous dire au revoir. Il m'a dit non c'est pas comme ça. Il m'a pris par le cou, il m'a embrassé. Pouff. J'étais bouleversé, parce que lui, c'était pas un tendre, il embrassait jamais, et là, quand il m'a embrassé sur son lit de mort, j'étais vraiment ému, très très ému."*

Narrateur - 13:58 - Un mois après cette interview, Maurice Delaunay est décédé.

Narrateur - 14:04 - Mémoire de Jacques Foccart : "Je ne m'occupais pas seulement de l'Afrique, mais aussi des relations avec les gaullistes et aussi les relations avec le SDECE."

Narrateur - 14:15 - Le SEDEC, S-D-E-C-E, les services de contre espionnage français sur lesquels Jacques Foccart aura officieusement toujours la haute main. Le relais de Jacques Foccart au sein du SDECE s'appelle Maurice Robert. Après une carrière brillante comme disent les militaires dans les commandos en Indonésie, Maurice Robert est recruté par les services secrets français où il va prendre la direction du secteur Afrique.

Maurice Robert - 14:46 - *"On m'a accusé d'être l'homme de Foccart au SDECE. Je n'ai jamais nié que je travaillais de façon très étroite avec lui, mais c'était l'intérêt du service comme l'intérêt de la France. Pour des raisons tout à fait particulières qui sont que le renseignement a besoin d'orientations si vous voulez, et que je recueillais là l'orientation directe du président de la République par l'intermédiaire de Jacques Foccart pour la recherche des renseignements sur l'Afrique. Donc notre politique était très claire. C'était la défense des régimes en place, d'abord pour éviter l'instabilité politique. Par conséquent, j'avais les pleins pouvoirs y compris pour recommander la désignation de certaines personnes. Certaines personnes françaises et africaines."*

Journaliste - 15:39 - "Vous pouvez être plus spécifique ?"

Maurice Robert - 15:40 - *"C'est à dire qu'il m'est arrivé de dire à un chef d'état, là vous avez autour de vous un gas qui ne vaut pas un clou et bien il faut l'éliminer et je vous conseille de prendre celui là. C'est vrai que là, nous étions très directifs."*

Narrateur - 15:55 - Directifs, le mot est faible. La première action d'éclat des hommes de Maurice Robert sera de déstabiliser la Guinée pour tenter de renverser son Président élu. Ce Président, Ahmed Sékou Touré avait en 1958, osé proclamer immédiatement l'indépendance de son pays, deux ans avant les autres colonies.

Ahmed Sékou Touré - 16:23 - *"Il n'y a pas de dignité sans liberté. Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans le travail".*

Narrateur - 16:35 - Le Général de Gaulle profondément vexé avait réagi avec une extrême violence et la sanction de cet affront avait été immédiate.

Pierre Messmer - 16:47 - *"Naturellement, l'armée part tout de suite, l'administration part tout de suite. Sékou Touré se plaint d'ailleurs de cette rapidité, ce qui est quand même un peu absurde. Il voulait l'indépendance, il l'a".*

André Levin - 16:58 - *"Le Général de Gaulle lui-même avait dit quelques jours après l'indépendance de la Guinée à quelqu'un qui lui en parlait en disant "tout cela, ça ne va durer que quelques jours, vous allez voir, ça va s'effondrer".*

Narrateur - 17:11 - Le Général se trompe, la Guinée ne s'effondre pas, mais abandonnée par la France, elle se rapproche des pays de l'Est trop heureux de mettre un pied sur le continent noir, chasse gardée des puissances Européennes.

André Levin - 17:24 - *"Il y avait beaucoup de Cubains par exemple. Pendant quelque temps, la garde personnelle de Sékou Touré était entraînée par des militaires cubains. L'organisation politique du pays qui avait des structures administratives et politiques calquées sur celles du parti et c'était pas l'idée que l'on se faisait à Paris d'une démocratie pluraliste."*

Ahmed Sékou Touré - 17:51 - *"Vive la révolution"*

Narrateur - 17:58 - Face à ce qu'elle considère comme un déficit, une provocation, la France va réagir, car en ces débuts de guerre froide face à l'expansionnisme soviétique, elle a été investie par les Etats-Unis du rôle de gendarme sur le continent noir. Elle est libre d'y faire régner l'ordre occidental, par tous les moyens, dans le silence complice des autres nations. Tous les régimes séduits par les discours émancipateurs de Moscou seront impitoyablement combattus pas des opérations relevant le plus souvent des services secrets. Pour déstabiliser la Guinée, Maurice Robert va se faire faux monnayeur. Contrairement aux autres anciennes colonies qui avaient accepté d'avoir une monnaie commune, le franc CFA, la Guinée faisait cavalier seul."

André Levin - 18:49 - *"La Guinée a quitté la zone franc en mars 1960 et a créé donc le franc guinéen et les services spéciaux français ont fait imprimer des faux francs guinéens je ne sais pas par quel canal pour déstabiliser la monnaie guinéenne."*

Narrateur - 19:15 - Mémoire de Maurice Robert : *"Cette opération a été une véritable réussite et l'économie guinéenne, déjà bien malade a eu du mal à s'en remettre. Nous devions déstabiliser Sékou Touré, le rendre vulnérable, impopulaire et faciliter la prise de pouvoir par l'opposition".*

Narrateur - 19:40 - Mais si l'opération réussit à ruiner l'économie guinéenne, elle ne suffit pas à entraîner le renversement de Sékou Touré.

Narrateur - 19:49 - Mémoire de Maurice Robert: *"Nous avons armé et entraîné des opposants guinéens pour qu'ils développent un climat d'insécurité en Guinée et si possible, qu'ils renversent Sékou Touré."*

Pierre Messmer - 19:59 - *"L'opération n'a pas marché parce que elle a été décelée à l'avance par Sékou Touré et par conséquent elle a été démontée".*

Journaliste - 20:09 - *"Quel était le but précis de l'opération?"*

Pierre Messmer - 20:11 - *"Ah, ben, dans l'esprit de Foccart, c'était de faire sauter Sékou Touré, c'est évident".*

Narrateur - 20:21 - Ruiner l'économie d'un pays, armer les opposants d'un président élu, la France est capable de faire encore plus pour défendre ses intérêts. Au Cameroun, c'est d'un assassinat politique dont elle va se rendre complice. En 1960, ce pays qui va devenir un grand producteur de pétrole accède à l'indépendance. Maurice Delaunay avait été chargé de sélectionner le futur président.

Maurice Delaunay - 20:52 - *"Quand on a commencé à vouloir faire voter les africains, il fallait quand même trouver des leaders pour se présenter, c'est à dire des gens qui sachent au minimum lire et écrire, et qui aient un petit peu de formation. Ahidjo avait été repéré comme un garçon pas mal, intelligent, fier et désireux de progresser, et donc on peut dire que c'est l'administration coloniale qui a mis Ahidjo en avant. A partir de ce moment là évidemment, on nous a fait demander de tout mettre en oeuvre pour que Ahidjo soit élu. Il a été élu."*

TV - 21:31 - *"Au Cameroun, berceau de nos ancêtres, autrefois tu vécus dans la barbarie. Comme un soleil tu commences à paraître, peu à peu tu sors de ta sauvagerie".*

Narrateur - 21:49 - Une marionnette de la France. C'est ainsi que l'UPC considère Amadou Ahidjo. L'UPC, Union des Populations du Cameroun, interdit d'existence légale du temps des français pour son idéologie marxisante, appelle à son renversement. Son chef, Felix Moumier devient la bête noire des autorités françaises qui soutiennent le pouvoir vacillant du président Ahidjo.

Maurice Delaunay - 22:16 - *"Moumier, je le connaissais bien, il était médecin, il y avait pas de problème avec lui. Il a même choisi mon fils et puis après, il a évolué de manière différente".*

Narrateur - 22:26 - En déplacement à Genève pour acheter des armes, Félix Moumier a rendez-vous dans un café avec un certain William Bechtel, qu'il croit être un journaliste. Il s'agit en fait d'un membre des services secrets français. Après le RDV, Félix Moumier s'effondre terrassé par un mal mystérieux dont il ne se relèvera pas. L'enquête de la police Suisse prouvera qu'il a succombé à une dose de thallium que William Bechtel a versé dans sa tasse de café.

Narrateur - 22:57 - William Bechtel, Maurice Delaunay ne prononce pas son nom mais reconnaît la complicité de la France.

Maurice Delaunay - 23:03 - *"C'est quelqu'un qui avait été payé par le président Ahidjo mais avec notre accord évidemment. Nous mêmes, nous étions très hostiles à Moumier qui était violemment anti-français."*

Journaliste - 23:18 - *"Vous dites avec notre accord, est-ce que cela signifie que la France peut être complice d'un homicide?"*

Maurice Delaunay - 23:23 - *"Que pensez-vous du passé de la France? Que pensez-vous de Richelieu? Hen, y'a des moments si vous voulez où la politique passe avant la morale, à mon avis".*

Narrateur - 23:42 - Mémoire de Maurice Robert: *"Le Général n'exprimait jamais ou que très rarement son approbation formelle à des opérations de ce type. S'il ne disait pas non, c'est qu'il laissait faire. C'est ce qu'on appelait le feu orange qui signifiait "allez-y, faites comme bon vous semble, mais nous ne sommes pas au courant, sous entendu, en cas de pépins, on ne vous couvre pas".*

Narrateur - 24:08 - Par la violence ou par des élections plus ou moins démocratiques, le système de contrôle de nos anciennes colonies se met en place, avec la venue au pouvoir de présidents dévoués aux intérêts de la France. Des présidents appelés "gouverneurs noirs" pour signifier que rien n'a changé depuis l'époque des gouverneurs coloniaux administrateurs français aux ordres de Paris. Le Gabon, qui est désormais le principal fournisseur de pétrole de la métropole a un président comme la France les aime.

Leon M'ba - 24:40 - *"Tout Gabonais a deux patries, le Gabon, et puis la France. Monsieur le Président de la République, lorsque vous viendrez à Libreville, vous vous y sentirez chez vous, comme moi je me sens ici chez moi."*

Narrateur - 25:17 - Au Gabon, c'est le bois et en particulier l'Okoumé avec lequel on fabrique le contre-plaqué qui a fait la richesse des colons français avant que le pétrole ne transforme ce pays d'à peine 900.000 habitants en émirat pétrolier. Dans l'immense forêt équatoriale qui couvre près de 90% du territoire, on trouve toutes sortes de français. Des forestiers venus exploiter les richesses du bois, des truands en délicatesse avec la justice de la métropole, mais aussi des bons serviteurs de l'état tenus de se faire oublier quelque temps.

Bob Maloubier - 25:37 - *"De temps en temps, il y a comme on dit des bavures, on fait une bavure, on vous met au vert pour vous retirer un peu du monde des médias".*

Narrateur - 26:06 - Pendant la guerre d'Algérie, Bob Maloubier était chargé de la liquidation physique des financiers du FLN. Pour remplir sa mission, il fait appel à des truands. Ecarté des services secrets après l'échec d'une mission révélée au grand public, il est discrètement envoyé au Gabon où il va très bien s'adapter.

Bob Maloubier - 26:27 - *"Je me suis retrouvé forestier au Gabon. Le Gabon, c'est une fraternité. On vivait du bois pratiquement uniquement. Le pétrole a commencé dans les années 56-57, c'était le tout début, donc on vivait du bois, du petit commerce etc.. Pensez que Libreville était une toute petite ville, Port gentil*

était une petite ville. Tout le monde se connaît. Il y avait des vieux coloniaux qui étaient là depuis 30 ou 40 ans qui connaissaient tout le monde, qui tapaient sur le dos de tous les copains noirs ou blancs. C'était même pas une colonie, je sais pas, c'était une espèce de village si vous voulez, un village franco-africain dirons-nous."

Narrateur - 27:10 - Les français y sont effectivement omniprésents car la France truffe les entourages des nouveaux présidents de coopérants à tous les niveaux dans tous les ministères et les grandes entreprises. Au Gabon, Jacques Pigot est chargé d'encadrer le nouveau président Léon M'ba.

Jacques Pigot - 27:28 - *"Je suis arrivé tout de suite après l'indépendance et j'ai immédiatement commencé avec le président Léon M'ba qui m'a dit "tout ce qui est administratif maintenant, c'est vous qui vous en occupez, je ne veux pas en entendre parler et ça va même très loin, parce que même les ministres qui souhaitaient le voir, faillaient qu'ils passent pratiquement par mon bureau pour me donner le motif de leurs demandes d'audience entre autres choses et c'est moi qui appréciais si le problème pouvait se régler à un échelon plus simple où s'il fallait que ce soit le président qui tranche et ça se passait très bien".*

Narrateur - 28:04 - Ces français placés par l'ancienne puissance coloniale seront tous dans leurs différents secteurs des honorables correspondants de Jacques Foccart, c'est à dire des informateurs bénévoles des services secrets.

Jacques Pigot - 28:15 - *"Jacques Foccart venait régulièrement, j'étais en relation régulière avec lui et le président, et même le président Bongo, me demandait quelques fois d'être le porte courrier pour aller négocier avec lui."*

Jacques Pigot - 28:36 - *"Au bout d'un an, le président Léon M'ba a qui je rends hommage m'a vraiment considéré comme un membre de sa famille, j'allais dire presque un fil adoptif. Il n'a dit, votre famille ici, il n'y en a pas. C'est vous et moi, nous sommes de la même famille"*.

Narrateur - 28:56 - Envoyé au Gabon par le Ministère des Affaires Etrangères pour un contrat d'un an auprès de Léon M'ba, Jacques Pigot a toujours son bureau au Palais présidentiel cinquante ans plus tard. L'attachement est viscéral, et totale l'incapacité de résister aux présidents africains qui ne rêvent que d'établir des liens familiaux indissolubles pour mieux s'attacher ces français que la métropole a placé à leurs côtés. Mais pour la population gabonaise, la décolonisation est un mythe et le président une potiche au service de l'ancienne métropole. Le 19 février 1964, une centaine de militaires s'emparent du chef de l'état Léon M'ba et le traînent à la télévision pour qu'il annonce lui-même sa destitution.

TV - 29:46 - *"Ayant envahi puis mis à sac le palais présidentiel dans la nuit de lundi à mardi, les éléments de l'armée gabonaise s'emparaient de la personne du président Léon M'ba qui était contraint de démissionner mardi matin. Un petit groupe d'officiers gabonais mutinés que nous voyons sur ces images formaient alors un comité révolutionnaire tandis qu'un gouvernement provisoire était constitué sous la présidence d'un leader politique de l'opposition, Monsieur Oma"*.

Narrateur - 30:16 - Des coups d'état, l'Afrique va en connaître des dizaines durant ces cinquante années postcoloniales. La France va les combattre, les provoquer ou les tolérer selon la personnalité des dirigeants en cause et leur degré de docilité aux intérêts français. Au Gabon, Paris décide d'intervenir immédiatement.

Maurice Robert - 30:38 - *"Jacques Foccart m'a dit 'il y a un avion qui vous attend à Villacoublay et vous partez à cinq heures. Mission, vous remettez Monsieur Léon M'ba sur son fauteuil s'il est toujours vivant'".*

Narrateur - 30:53 - Mémoire de Jacques Foccart: *"Vers sept heure du matin, j'ai rendu compte au Général qui a donné son accord pour l'intervention".*

Narrateur - 31:06 - Mémoire de Maurice Robert: *"Il est évident qu'en préservant la stabilité de pays comme le Gabon, la France protégeait en même temps ses intérêts économiques".*

Narrateur - 31:19 - Protégeait ses intérêts économiques, c'est bien le but des accords de défense militaire que la France a signé avec la plupart de ses anciennes colonies. Officiellement, il s'agit de venir en aide au président contre une agression extérieure, mais les clauses secrètes prévoient que la France interviendra également si le président est contesté à l'intérieur de son propre pays. En contre partie de cette assurance anti-subversion, les mêmes clauses secrètes obligent le pays signataire à donner la priorité à la France pour la fourniture des matières premières dites stratégiques. Pétrole, uranium, manganèse, etc... On ne saurait être plus clair.

Narrateur - 32:07 - Léon M'ba retrouvé dans un village en forêt par les militaires français est ramené à Libreville, la capitale.

Léon M'ba - 32:16 - *"J'attendais la mort, cette faucheuse de personnes, je l'ai vue de près, j'étais à 1 millimètre de la mort, et je ne sais par quel miracle, je me trouve au milieu de vous".*

Narrateur - 32:32 - Ce président est décidemment bien fragile, il va falloir l'encadrer.

Maurice Robert - 32:58 - *"A partir de là, il s'est agit pour nous d'assurer sa sécurité. C'est comme ça que nous avons décidé de créer une garde présidentielle et d'ailleurs, nous avons confié cette garde à un ancien du SDECE qui était également un ami à moi, Bob Maloubier. C'est lui qui a créé entièrement la garde présidentielle du président Léon M'ba.*

Bob Maloubier - 33:04 - *"Foccart m'a téléphoné, m'a dit il faut que tu t'en occupes, tu rentres au palais, tu abandonnes ce que tu fais là, et puis tu reprends du service, voilà. Il fallait un encadrement, je suis allé voir le préfet de police à Paris, je lui ai dit Raymond, il faut que tu me donnes quand même des instructeurs, quelques fonctionnaires de police solides. Il m'a dit bon, ben, je vais t'envoyer deux trois grands instructeurs de tir, des CRS, etc. et avec mes nageurs de combat, des gens du 11ème XXXX (not understood) j'ai fait part l'encadrement, voilà. C'est pas évident de prendre les gens qui viennent de leur cambrousse et de leur expliquer comment on doit organiser, protéger un président, voire un voyage officiel. Tu montes la garde debout mais tu ne t'assoies pas, tu manges pas, tu bois pas, tu vas pas boire un coup, tu vas pas aux choses quand t'es de garde, etc... Tu rends compte, c'est prendre des gens sortant*

de la brousse à zéro et puis essayer d'en faire des simili para militaires si vous voulez. Donc ça se fait lentement."

Narrateur - 34:13 - Mais protéger le président d'un éventuel nouveau coup d'état ne suffit pas. Jacques Foccart décide de le contrôler au plus prêt par un de ses hommes de confiance.

Maurice Delaunay - 34:24 - *"Monsieur Foccart me convoque dans son bureau, il me dit, vous voyez, vous partez au Gabon comme Ambassadeur".*

Journaliste - 34:32 - *"Monsieur Foccart avait donc le pouvoir de nommer les ambassadeurs."*

Maurice Delaunay - 34:36 - *"Le pouvoir de désigner les gens qui devaient être nommés ambassadeurs".*

Narrateur - 34:42 - Entre le nouvel ambassadeur et son patron occulte, Jacques Foccart, la ligne est directe. La cellule Afrique de l'Elysée est un état dans l'état qui court-circuite les instances étatiques traditionnelles.

Maurice Delaunay - 34:54 - *"Bien des fois, moi je rendais compte à Monsieur Foccart de certaines choses et je ne rendais pas compte au Ministère des Affaires Etrangères parce que j'étais sûr qu'aux affaires étrangères, je tomberais sur un type qui n'y comprendrait rien".*

Narrateur - 35:06 - Mais dès cette époque, la fragilité psychologique et la maladie du président Léon M'ba inquiète et Jacques Foccart décide la mise en orbite d'un petit jeune prometteur, Albert Bernard Bongo, qui est déjà le directeur de cabinet du président.

Maurice Delaunay - 35:21 - *"Quand on a vu avec Monsieur Foccart que la santé du président Léon M'ba faiblissait, bon, Monsieur Foccart a eu la bonne idée, il a dit voilà, on va demander au président Léon M'ba de réformer la constitution et de faire élire un vice-président de la république qui comme aux Etats-Unis, succède d'office au président de la république. On a fait une mise en scène à l'ambassade du Gabon à Paris en faisant venir un certain nombre de gabonais qui ont approuvé le changement de constitution."*

Ambassade du Gabon à Paris - 36:00 - *"Veuillez lever la main droite et dire je le jure".*

Léon M'ba - 36:02 - *"Je le jure"*

Maurice Delaunay - 36:05 - *"A partir de ce moment là, il y a eu un vice-président de la république qui était Bongo."*

Léon M'ba - 36:09 - *"Etant donné ce que sait et ce qu'à déjà fait mon ami Albert Bongo, je me présente avec Monsieur Albert Bongo à la présidence de la république, lui étant vice-président de la république".*

Maurice Delaunay - 36:31 - *"Et quand Léon M'ba est mort, Bongo est devenu président de la république, sans élection, ce qui a permis d'éviter quand même une succession qui aurait été difficile et qui aurait été certainement périlleuse."*

Journaliste - 36:48 - A l'époque, cela vous paraissait complètement normal que la France prépare d'assez près les successions, choisisse un peu les candidats d'une certaine façon.

Maurice Delaunay - 36:56 - *"Ben c'est comme ça que ça se passait à l'époque, vous savez... tout le monde trouvait ça tout à fait normal parce que ça préservait la sécurité, ça préservait la paix".*

Narrateur - 37:10 - Durant ces cinquante années de la décolonisation, la France met en place ou soutien activement des présidents dont la plupart sont des dictateurs qui n'hésiteront jamais à recourir aux méthodes les plus brutales pour rester au pouvoir.

Valéry Giscard d'Estaing - 37:23 - *"Vive le président Ahmed Sékou Touré".*

Narrateur - 37:31 - Des complices sans état d'âme du pillage de leur pays par les compagnies étrangères, comme le fut le président Bongo au Gabon.

Maurice Robert - 37:43 - *"Nous l'avons aidé, soutenu pour qu'il puisse arriver à s'imposer rapidement, mais enfin, c'est un homme intelligent, c'est un homme rusé, c'est un homme travailleur, il a eu besoin surtout d'un soutien moral."*

TV - 37:59 - *"Nous sommes les Elf Gabon, Nous fêtons tous aujourd'hui le cinquième anniversaire d'Elf Gabon".*

Maurice Robert - 38:11 - *"Sa montée en puissance, elle est venue si vous voulez de l'importance des découvertes faites par ELF. ELF a obtenu une grande partie des concessions de recherche donc on peut estimer que très rapidement, ELF a procuré avec des redevances pétrolières qu'elle versait, 70% du budget gabonais".*

Bongo - 38:43 - *"J'ai visité un peu cette ville et je vois que jusqu'à la cité des ouvriers d'Elf Gabon, il n'y a pas un boulevard, alors voilà ce que je vous demande de faire, c'est un boulevard que vous devez faire. Cette route, elle sera éternelle, nous pourrons la baptiser boulevard d'ELF Gabon."*

Narrateur - 39:16 - Toujours plus de voitures dans les pays développés, toujours plus de pétrole consommé. Trouver de nouveaux gisements est un impératif, par tous les moyens. Au Biafra, cette politique va provoquer du désastre. En 1968 pour la première fois, la télévision française diffuse des scènes montrant des enfants mourant de faim. Comment en est-on arrivé là?

Narrateur - 39:49 - Un an auparavant, le Biafra, la province la plus riche en pétrole du Nigéria, une ancienne colonie anglaise, a fait sécession.

Maurice Delaunay - 40:00 - *"Le Général a décidé que l'on devait se montrer favorable à ces réactions biafraises".*

Journaliste - 40:06 - *"Quel était véritablement l'intérêt de la France dans cette opération du Biafra?"*

Maurice Delaunay - 40:10 - *"L'intérêt, c'était le pétrole, le pétrole du Nigéria".*

Narrateur - 40:15 - Au Nigéria, la compagnie ELF a des contrats d'exploitation avec les autorités légales du pays, ce qui ne l'empêchera pas de verser au Biafra sécessionniste les redevances provenant du pétrole extrait sur son territoire sachant pertinemment que cet argent servira à acheter des armes. Et à Libreville, l'Ambassade de France au Gabon, Maurice Delaunay, devient marchand d'armes.

Maurice Delaunay - 40:43 - *"J'étais responsable à Libreville de tout le ravitaillement du Biafra. Y'avait des bateaux qui arrivaient à Libreville, qui déchargeaient les armes de toutes origines. Y'avait des armes chinoises, y'avait des armes françaises, y'avait des armes Sud-Africaines. Enfin, un peu de tout. Libreville était le point le plus proche du Biafra, donc, tout était stocké à Libreville. Tous les soirs, on chargeait un avion qui partait vers le Biafra".*

Jacques Thiébaud - 41:55 - *"Du décollage de Libreville jusqu'à la côte aucun problème, c'est un vol de nuit normal, si ce c'est qu'il faut qu'on monte plus haut que d'habitude parce que quand on arrive à la côte, là, il y a des batteries de DCA."*

Narrateur - 41:28 - Jacques Thiébaud est pilote depuis des années dans la seule compagnie aérienne gabonaise. Il accepte par goût du risque et de l'argent de convoier les armes du Gabon au Biafra qui est soumis à un blocus total.

Jacques Thiébaud - 41:43 - *"Donc on rentrait là sur le réduit biafrais, on faisait une approche aux instruments, piste complètement éteinte dans le noir absolu et quand on arrivait à 500 pieds, c'est à dire à 150 mètres en final quoi, là on demandait l'éclairage de la piste. On se posait, ils éteignaient la piste et nous on roulait avec la moitié d'un phare de sorti. Là on arrivait, on déchargeait l'avion et on essayait de le faire le plus rapidement possible pour rester le moins longtemps. Moi, j'étais content d'être pilote, j'étais content d'être en Afrique, j'étais content d'aller courir après les buffles, d'aller courir... et puis, j'avais une vie qui était, moi je, j'étais un peu ignorant de toutes ces choses là. Enfin moi j'avais pas de problèmes moraux pour faire ça parce que un pays qui est en guerre, il faut bien qu'il ait de quoi se défendre non?"*

Maurice Delaunay - 42:50 - *"On m'avait demandé de former à Libreville des officiers Biafrais. Alors j'avais fait une petite école d'officiers Biafrais aux environs de Libreville. Ces gens là venaient pendant 4 ou 5 mois se former à des méthodes militaires classiques et ensuite, ils repartaient au Biafra".*

Narrateur - 43:14 - Mais livrer quelques tonnes d'armement dans des conditions périlleuses, former en catastrophe quelques officiers, ces efforts sont dérisoires. Ils ne font que prolonger l'agonie des biafrais, totalement encerclés dans un territoire qui se réduit de jours en jours.

Maurice Delaunay - 43:31 - *"A partir du moment où on ne faisait pas ce qui fallait, c'était vraiment une opération perdue d'avance. Perdue d'avance par des gens courageux, par des gens comme moi qui croyaient obéir aux ordres qui nous étaient donnés mais qui n'étaient pas suffisants pour qu'on puisse être véritablement convaincus".*

Narrateur - 43:51 - Car le Général de Gaulle ne veut toujours pas assumer dans ses interventions publiques son soutien au Biafra. Le feu reste à l'orange, *"allez-y mais si vous échouez, je ne suis pas au courant"*.

Narrateur - 44:05 - Le chef de l'armée Nigérienne, surnommé le scorpion noir remet brutalement les choses en place.

Chef de l'armée Nigérienne - 44:11 - *"En fait, si vous les Européens et tout particulièrement les français, vous vous mêliez de ce qui vous regarde, le problème biafrais serait résolu très rapidement. Vous vous croyez plus forts et plus intelligents que les autres, vous ne comprenez rien à l'Afrique. Vous voulez réaliser vos ambitions au dépend des autres pays"*.

Narrateur - 44:42 - Dans ce qu'on appelle désormais le réduit biafrais les morts d'enfants ne se comptent plus. Maurice Robert qui comme Jacques Foccart, pousse à la guerre depuis le début du conflit pense alors avoir trouvé la solution miracle. Il faut mobiliser l'opinion publique française pour amener le général de Gaulle à véritablement s'engager et pour cela jouer sur les mots. La guerre du Biafra va désormais s'appeler un génocide perpétré par les nigériens contre le peuple biafrais.

Narrateur - 45:14 - Mémoire de Maurice Robert: "Nous voulions un mot choc pour sensibiliser l'opinion. Nous aurions pu retenir celui de massacre ou d'écrasement, mais génocide nous a paru plus parlant. Nous avons communiqué à la presse des renseignements précis sur les pertes biafraises et avons fait en sorte qu'elles reprennent rapidement l'expression génocide. Le journal le Monde a été le premier, les autres on suivi".

Narrateur - 45:45 - Mais il est trop tard, les jeux sont faits.

TV - 45:50 - *"Ecrasés par la puissance de feu de l'ennemi, les biafrais livrent un combat qui semble maintenant désespéré"*.

Narrateur - 45:59 - Le conflit a fait un million de victimes, dont beaucoup d'enfants morts de faim.

Narrateur - 46:16 - 1974, nous sommes quatre ans après ce fiasco criminel. La France va connaître un changement politique historique. Le parti gaulliste, qui avec le Général de Gaulle et ensuite Georges Pompidou a gouverné la France depuis 1958 perd le pouvoir. Valéry Giscard d'Estaing gagne l'élection présidentielle au grand damne des gaullistes de tradition qui voient d'un mauvais oeil l'arrivée de cet aristocrate, homme de droite sans doute, mais qui prétend moderniser la société française. Certains se prennent à espérer qu'il va également réformer les relations Franco Africaines et rompre avec les réseaux gaullistes. Le suspens sera de courte durée. Certes Jacques Foccart est remercié, mais...

Martin Kirsch - 47:12 - *" Je dois dire qu'à la surprise de beaucoup des collaborateurs de Monsieur Giscard d'Estaing, il a nommé Journiac."*

Journaliste - 47:20 - *"Monsieur Journiac était un homme de Monsieur Foccart."*

Martin Kirsch - 47:22 - *"Absolument, il était l'adjoint de Monsieur Foccart."*

Narrateur - 47:28 - Que s'est-il donc passé?

Martin Kirsch - 47:31 - *"L'ensemble des chefs d'état africains avaient apprécié l'action de Jacques Foccart et donc, il est certain qu'ils en ont parlé au président Giscard d'Estaing. Ils ont plaidé la continuité. Ils ont plaidé la nécessité d'avoir des relations particulières".*

Narrateur - 47:55 - Donc pour résumer, le nouveau président qui commence à mesurer le poids des réseaux nommé à la tête de la cellule africaine de l'Elysée René Journiac, l'adjoint de celui qu'il vient de congédier. Et pour ceux qui n'auraient pas compris que la continuité s'impose, le président Omar Bongo va exiger encore plus.

Maurice Delaunay - 48:21 - *"Quand Bongo a appris que je devais aller au Liban, il est allé voir le président Giscard d'Estaing, il a dit, c'est pas possible, Monsieur Delaunay ne peut pas partir au Liban, il faut qu'il revienne au Gabon. Et lorsque j'ai mis quelques réserves auprès du président Giscard d'Estaing pour retourner au Gabon parce que ça ne me plaisait pas tellement, le président Giscard d'Estaing m'a dit "écoutez, Monsieur l'ambassadeur, vous avez pas le choix, le Gabon a changé de dimension, c'est devenu un pays important pour la France, il produit plus de 20 millions de tonnes de pétrole, il y a des intérêts français considérables, il faut que vous retourniez au Gabon. Je suis retourné au Gabon".*

Narrateur - 48:57 - Journiac à l'Elysée, Delaunay au Gabon, le système est de nouveau verrouillé par les réseaux Foccart. Les présidents africains sont rassurés, rien n'a changé. Les sept années du président Giscard d'Estaing vont être émaillées en Afrique d'épisodes quelque peu surréalistes. Au Bénin, pour commencer, le président français n'hésitera pas à cautionner l'envoi de mercenaires pour tenter de mettre à bas un régime procommuniste.

Maurice Delaunay - 49:32 - *"Au Bénin, y'avait un président Kérékou qui à l'époque, était communiste et ensuite il n'est pas resté communiste longtemps, il est devenu tout à fait normal. Mais enfin bon, toujours est-il que le gouvernement français avait vu d'un oeil assez favorable qu'un commando puisse être organisé pour changer le gouvernement au Bénin."*

Narrateur - 48:58 - Le mercenaire Bob Denard va être chargé de l'opération sous l'autorité de Maurice Delaunay.

Maurice Delaunay - 50:03 - *"Bob Denard, il avait déjà roulé pas mal en Afrique, il a fait des tas de trucs et quand il est arrivé avec moi, il avait déjà une expérience assez particulière."*

Narrateur - 50:17 - Rappelons qu'un mercenaire est un homme payé pour tuer les adversaires de celui qui le paie. Anticommuniste viscéral, Bob Denard avait guerroyé pour le compte de la France au début des années 60, dans l'ancien Congo Belge. L'enjeu était de garder sous contrôle occidental les ressources minières de la province du Katanga et en particulier le cuivre. Mais cette fois-ci au Bénin, il ne s'agit plus de matières premières, mais de lutte contre le communisme.

Maurice Delaunay - 50:51 - "Bob Denard avait constitué une petite équipe d'une centaine d'hommes qui avaient été formés au Gabon, dans un coin retiré, et le jour où ces gens ont été prêts, il a été décidé de faire des tentatives de punch sur le Bénin."

Narrateur - 51:15 - C'est un fiasco lamentable. Bob Denard et ses 90 hommes sont attendus à l'aéroport par l'armée régulière et doivent redécoller en catastrophe. Pour le mercenaire, il est temps de se faire oublier.

Maurice Delaunay - 51:33 - "Bob Denard est venu me demander l'hospitalité, je ne le lui ai pas refusé. Je l'ai envoyé dans une ancienne mission catholique qui était à 30, 40 kilomètres de Libreville, j'ai dit vous restez là, vous vous écrasez avec 2-3 de vos hommes et puis voilà. Il m'a dit qu'est-ce que je vais faire ? Je lui ai dit vous allez faire des légumes, si vous voulez. Alors il a pris ça du bon côté, il s'est mis à faire des légumes pendant 3 mois et au bout des 3 mois, évidemment, il a trouvé une autre solution pour aller ailleurs et sa carrière a continué".

Narrateur - 52:13 - En 1995, Bob Denard qui se définit comme corsaire de la république est lâché par les autorités françaises. Il sera jugé pour son équipée ratée au Bénin.

Maurice Delaunay - 52:26 - "Moi j'estime que Robert Denard est un très honnête homme, c'est un grand patriote, c'est un homme qui a rendu beaucoup de services à la France, et je suis un petit peu indigné qu'il puisse aujourd'hui comparaître devant un tribunal correctionnel".

Maurice Delaunay - 52:38 - "Bob Denard n'a jamais fait aucune mission sans avoir l'aval plus ou moins officiel du moins dit, du gouvernement français. Y'a le président Giscard d'Estaing qui s'est défaussé dans cette affaire là, il a eu tort, mais tous les autres présidents avaient reconnus que Bob Denard avait rendu des services évidents à la France".

Narrateur - 53:02 - Sur certains services que Bob Denard a pu rendre à la France, Maurice Delaunay préfère garder le silence.

Maurice Delaunay - 53:11 - "Bob Denard quelques fois, je l'ai mis à contribution pour des choses un peu particulières et j'étais sûr que je pouvais absolument compter sur lui et sur sa discrétion".

Journaliste - 53:21 - "Les choses un peu particulière, c'était..."

Maurice Delaunay - 53:24 - "Oh ben je ne peux pas tout vous raconter".

Narrateur - 53:28 - Tandis que le président Giscard d'Estaing tente avec le succès qu'on a vu d'endiguer le communisme au Bénin, Albin Chalandon, le PDG de ELF, n'hésitera pas à flirter avec un régime marxiste avéré, toujours au non du pétrole bien sûr. Il s'agit du Congo Brazzaville, une ancienne colonie française devenue République Populaire d'inspiration communiste depuis 1969. En 1979, un dictateur marxiste chasse l'autre. Denis Sassou N'Guesso prend le pouvoir. Entre temps, d'importantes réserves de pétrole ont été découvertes dans le pays.

Albin Chalandon - 54:08 - "Sassou a fait son coup d'état, a pris en main le Congo a ce moment là et j'ai naturellement présenté ma carte de visite, et j'ai pris un contact avec lui qui a été extrêmement fructueux. Je me suis très bien entendu avec lui, c'est devenu d'ailleurs un ami bien que, en bon marxiste qu'il était, il était réaliste et subordonné à la Russie sur un seul pied. Il vaut mieux avoir un régime communiste stable que des régimes comme on a eu après, républicains, calqués sur notre république et nos mauvaises méthodes politiques qui étaient tout le temps renversés. Ça c'est pire que tout pour les industriels. Enfin, avec le Congo, ça a vraiment très bien tourné puisque ça a été de mieux en mieux et que Sassou étant un ami de la France et que en plus sur le terrain, on a trouvé de très grosses réserves au Congo, donc on a été tout à fait récompensés de notre persévérance qui a traversé des moments difficiles".

Narrateur - 55:25 - Pendant ce temps à l'Elysée, un drame a frappé la cellule africaine. Son titulaire, René Journiac ancien adjoint de Jacques Foccart, disparaît le 6 février 1980 dans un accident d'avion. Le président Giscard d'Estaing, paniqué dit-on par cette disparition, se tourne une nouvelle fois vers Jacques Foccart qui lui recommande Martin Kirsch.

Journaliste - 55:52 - "Vous étiez ce que l'on pouvait appeler à l'époque "un homme de Mr Foccart".

Martin Kirsch - 55:56 - "Je ne le conteste pas, et j'en suis même honoré. Je dois dire que le président Giscard d'Estaing m'a bien précisé sans que je demande rien que je pouvais garder tous mes rapports avec Monsieur Jacques Foccart pour lequel j'ai une très grande estime et donc ça s'est très bien passé".

Narrateur - 56:22 - Martin Kirsch est le titulaire vivant le plus ancien de ce poste au fonctionnement mystérieux entre tous qu'est celui de Monsieur Afrique.

Martin Kirsch - 56:31 - "Le président avait mis à ma disposition un mystère 20. Pratiquement toutes les semaines, je partais en fin de semaine en Afrique, j'étais reçu d'ailleurs immédiatement par le chef d'état et on passait en revue tout ce qui pouvait poser des questions et ça c'est l'avantage de cette formule, c'est que, c'est immédiat, on ne passe pas par des entrelacements de ministères de tout ça, on pouvait prendre les mesures nécessaires, les décisions de principe".

Journaliste - 57:05 - Ca veut dire que le Monsieur Afrique de l'Elysée a un très grand pouvoir quand même ?

Martin Kirsch - 57:07 - "Oui, oui, que l'on ne mesure pas tant qu'on ne l'a pas exercé".

Narrateur - 57:25 - Au Gabon, où Maurice Delaunay quitte son poste d'Ambassadeur, la nomination de son successeur va illustrer le rôle grandissant des chefs d'état africains et la pérennité des réseaux Foccart. Dans un premier temps, le président Omar Bongo n'est pas content de l'Ambassadeur nommé par Paris.

Maurice Delaunay - 57:44 - "Le président Bongo a demandé qu'on lui donne quelqu'un de différent, alors on lui a suggéré Robert".

Narrateur - 57:52 - Robert, Maurice Robert, l'agent secret qui a suivi un chemin étrange depuis quelques années. En effet, un an avant l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing, le président Pompidou avait décidé de faire le ménage dans les services secrets en nommant un nouveau directeur, Alexandre de Maranches. Maurice Robert qui dirigeait le service Afrique est marginalisé et fini par démissionner. Mais pas d'inquiétude sur son avenir professionnel.

Maurice Robert - 58:21 - *"J'ai démissionné de l'armée et des services après avoir quand même appelé le président Guillaumat qui m'avait dit un jour, si vous en avez assez de ce métier, moi, je vous prends, et j'avais un contrat à ELF le lendemain de mon départ de l'armée et des services".*

Narrateur - 58:45 - Donc, si on résume, un homme dont les services secrets de la république se débarrasse est immédiatement embauché par la compagnie pétrolière d'état dont on comprend au passage qu'elle a elle-même ses propres services secrets. Et c'est donc à cet homme qu'en 1979, le président Giscard d'Estaing propose le poste d'Ambassadeur au Gabon, à la demande d'Omar Bongo.

Maurice Robert - 59:12 - *"Cela a fait des remouls, de gros remouls, jusqu'à l'assemblée nationale où il y a eu des déclarations diverses, des interpellations sur cette nomination parce que j'étais considéré comme une barbouze".*

Narrateur - 59:56 - L'Afrique, les présidents de la république française l'on beaucoup aimée, parfois peut-être un peu trop.

PPDA - 1:00:05 - *"Bientôt la clef des champs pour Valéry Giscard d'Estaing au plutôt, la clef des savanes car dans quelques heures, commencent pour lui les vacances. Les vacances, il achève sa visite au Gabon, une frontière à traverser et il sera au Zaïre. Au Zaïre croit-on savoir comme disent les journalistes pudiques, car en fait, Valéry Giscard d'Estaing n'a pas donné de précisions réelles sur ces vacances. Si safari il y a, il aura lieu dans les forêts africaines loin des regards indiscrets."*

Maurice Delaunay - 1:00:30 - *"Giscard me faisait venir à l'Elysée, il me disait voilà, je vais venir au Gabon à Noël et pour aller dans le coin que je connais bien, à XXXXX qui est à 1000 kilomètres de Libreville. Il venait chasser et pêcher. Il restait 15 jours. Pendant 15 jours, il vivait au coeur de l'Afrique au milieu des africains. Il avait l'occasion quand-même de les rencontrer, de parler avec eux, c'est quand même un fait important. Et puis ensuite, il a eu des relations douteuses et privilégiées à la fois avec Bokassa".*

Narrateur - 1:01:08 - Bokassa, cet ancien capitaine de l'armée française a pris le pouvoir en Centrafrique, une ancienne colonie, par un coup d'état le 31 décembre 1965. Pour la France, l'intérêt de la Centrafrique repose essentiellement sur sa base militaire située au coeur du continent noir, elle permet d'intervenir rapidement dans toute la région. Et Jean Bedel Bokassa que le Général de Gaulle traitait de soudard tout en le recevant officiellement à l'Elysée, va devenir le cher parent de Valéry Giscard d'Estaing qui va se rendre fréquemment en Centrafrique pour des safaris prolongés.

Voix - 1:01:48 - *"Sa Majesté Bokassa 1er, Empereur en Centrafrique".*

Narrateur - 1:01:56 - Et quand en 1977, le président Bokassa, jaloux de Napoléon, décide de devenir empereur, c'est la France du président Giscard d'Estaing qui paie la facture d'un montant égal au quart du budget de la Centrafrique.

Maurice Delaunay - 1:02:13 - *"On a beaucoup reproché à Giscard d'Estaing d'avoir laissé faire Bokassa, de l'avoir laissé devenir empereur, ce qui était une mascarade épouvantable puisque le jour du sacre, aucun chef d'état n'a voulu venir à Bangui, ils ont envoyé que des ambassadeurs, alors que la France était représentée par son Ministre de la coopération".*

Narrateur - 1:02:34 - Mais la mascarade commence à faire beaucoup de dégâts dans le pré carré français.

Jacques Sales - 1:02:40 - *"Plusieurs chefs d'état africains se sont tournés vers la France en disant ça peut pas durer, on peut pas garder Monsieur Bokassa comme pair et il faut que vous fassiez quelque chose. Donc le président Giscard d'Estaing, je pense que ce n'est qu'à son niveau que la décision a été prise, a décidé de mettre quelqu'un à la place de Bokassa."*

Narrateur - 1:03:10 - Il faut dire que Jean Bedel Bokassa pour qui la France commence à se montrer moins généreuse, s'est tournée vers Mouammar Kadhafi. Le dictateur libyen est en guerre à l'époque avec la France à propos du Tchad. Paris prend donc la décision de renverser un président qu'elle a soutenu pendant des années, mais par qui le remplacer ?

Jacques Sales - 1:03:31 - *"Il y avait à ce moment là sous protection française plus ou moins rapprochée trois leaders qui se disaient présidentiables, au moins".*

Journaliste - 1:03:43 - *"Qui vivaient en France ?"*

Jacques Sales - 1:03:44 - *"Qui vivaient en France à Paris. Il y avait Monsieur David Dacko qui avait été président immédiatement après l'indépendance, je crois qui n'était pas très chaud pour être président. Monsieur Bossissé ayant été ministre de l'empereur Bokassa, Paris était plutôt réticent. Monsieur Patassé avait eu des propos à plusieurs reprises contre les français très désagréables et donc, il a été retenu que Monsieur David Dacko serait l'heureux élu".*

Narrateur - 1:04:28 - L'heureux élu, une valise de billets sur les genoux et la peur au ventre, décolle du Bourget le 20 septembre 1979 à 8h du matin accompagné de deux officiers du SDECE. C'est le déclenchement de l'opération Barakuda. Alors que l'empereur Bokassa 1er est en visite chez son nouvel ami Khadafi, l'avion de David Dacko atterri à Bangui accueilli par une dizaine d'hommes des services secrets français qui le conduisent immédiatement au palais présidentiel où le coup d'état est annoncé.

PPDA - 1:05:00 - *"Mesdames, Messieurs, bonsoir. Il n'y a plus d'empire centrafricain, il n'y a plus d'empereur, il n'y a plus de Bokassa 1er. Le dictateur de Bangi a été limogé cette nuit. C'est en Lybie qu'il a appris sa déchéance et c'est donc là que provisoirement, il a trouvé refuge".*

Narrateur - 1:05:15 - Mais un mois plus tard, le Canard Enchaîné publiait en 1 un document qui va déclencher l'affaire des diamants. Cette lettre, signée de Jean Bedel Bokassa prouverait que Valéry Giscard d'Estaing a reçu en cadeau une plaquette de diamants du président en 1973 quand il était ministre des finances et pratiquait déjà le safari Centrafricain. Dans un premier temps, le président Giscard d'Estaing refuse de s'exprimer.

TV - 1:05:48 - *"On termine avec cette question, votre silence n'est ni de l'embarras, ni de l'indifférence, ni du mépris".*

Valéry Giscard d'Estaing - 1:05:52 - *"C'est quelque chose qui tenait aussi permettez moi de vous le dire, à mon caractère et à l'idée que j'ai de ma fonction et qui est que, qu'il faut laisser les choses basses mourir de leur propre poison".*

Narrateur - 1:06:05 - Cette réponse dilatoire et embarrassée est perçue comme un aveu de culpabilité. On accuse le président d'avoir déclenché l'opération Barakuda uniquement pour récupérer au palais de Bokassa des documents concernant les fameux diamants. Nous sommes à deux ans des élections présidentielles de 1981 qui vont voir Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac s'affronter au sein de la droite. L'affaire des diamants serait-elle avant tout une manœuvre pour affaiblir le président sortant ?

Martin Kirsch - 1:06:38 - *"Je considère et je ne me trompe pas, que c'est une histoire totalement tordue. Mais totalement tordue. Dessous, on le sait très bien, c'est une lettre qui a été faite par Chirac pour monter cette affaire. Ceci je crois qu'on ne peut pas le contester et ça a coûté la... à mon avis, l'élection n'a pas marché à cause de cela".*

Narrateur - 1:07:12 - Il est temps que ça change. Le 10 mai 80, ce n'est ni Giscard ni Chirac qui gagne l'élection présidentielle, mais François Mitterrand. La gauche au pouvoir. Enfin, croit-on ça va changer. Le nouveau locataire de l'Elysée nomme au Ministère de la Coopération un homme aux convictions de gauche affirmées, Jean-Pierre Cot, mais bizarrement, Jean-Pierre Cot ne connaît rien à l'Afrique.

Jean-Pierre Cot - 1:07:38 - *"C'était un peu une surprise car je n'avais jamais été en Afrique, où à peine et je ne connaissais pas le sujet, j'étais plutôt un spécialiste des affaires européennes."*

Narrateur - 1:07:50 - Peu importe.

Jean-Pierre Cot - 1:07:53 - *"Il y avait une volonté de notre part qui était évidemment de changer la politique africaine de la France, et même une certaine obsession de la Françafrique liée aux barbouzes donc nous avons de ce point de vue là un soucis qui était un petit peu de faire le ménage".*

Narrateur - 1:08:12 - Faire le ménage, c'est d'abord remercier Maurice Robert, le sulfureux ambassadeur du Gabon venant des services secrets de la République et de la compagnie ELF. Maurice Robert qui dira dans ses mémoires "j'ai l'honneur d'avoir été le premier ambassadeur viré par la gauche. "

Jean-Pierre Cot - 1:08:28 - *"Je considère comme un honneur d'avoir viré Maurice Robert, d'avoir obtenu qu'il soit viré plutôt. Il symbolisait une période que nous considérons comme dépassée".*

Narrateur - 1:08:39 - Jean-Pierre Cot, au cours de ses voyages sur le continent noir n'hésite jamais à affirmer ses convictions.

Jean-Pierre Cot - 1:08:45 - *"Je crois que nous avons manqué de rigueur avec nos partenaires. Nous n'avons pas eu le courage de leur dire quand ils faisaient des bêtises. Il y a un minimum de respect des droits de l'homme sur lesquels nous devons être tout à fait intransigeant. Ce qu'on appelait la sureté, notre vieux vocabulaire révolutionnaire, c'est à dire le droit de ne pas être assassiné, le droit de ne pas disparaître, le droit de ne pas être torturé, le droit de ne pas être emprisonné arbitrairement pour ses opinions. Ce minimum là, partout où nous allons, et partout où nous discutons, nous le disons, nous le défendons, nous le faisons avancer et le cas échéant, nous en tirons les conséquences".*

Narrateur - 1:09:29 - Mais en parallèle de ce Ministre symbolique du renouveau de gauche, François Mitterrand installe dans l'ancien bureau de Jacques Foccart au 2 rue de l'Elysée, un fidèle, Guy Penne, un chirurgien dentiste dont l'appartenance à la franc-maçonnerie représente la clef unique d'entrée sur le continent africain.

Martin Kirsch - 1:09:52 - *"Monsieur Penne a utilisé son réseau franc-maçon. Vous savez que tous les responsables africains appartiennent à une loge maçonnique, ils adorent ça les africains, pour eux, c'est des trucs secrets, vous savez c'est l'Afrique mystérieuse et alors, ils ont utilisé ce réseau, c'était leur droit le plus absolu pour reprendre, si vous voulez, l'influence qu'ils n'avaient pas encore récupérée."*

Narrateur - 1:10:23 - Mais Guy Penne ne fréquente pas que les réseaux franc-maçons, il possède également de solides contacts du côté de Jacques Foccart au point qu'en 1981, le président Giscard d'Estaing sur le départ donne une surprenante consigne à Martin Kirsch, son Monsieur Afrique.

Martin Kirsch - 1:10:40 - *"Le président dit à ses collaborateurs qui sont tous réunis, pas de contacts avec les successeurs sauf pour Kirsch étant donné que ce sont des affaires africaines".*

Journaliste - 1:10:51 - Donc ça veut dire que le président Giscard d'Estaing fait une exception pour les affaires africaines.

Martin Kirsch - 1:10:56 - *"Oui, tout à fait".*

Journaliste - 1:10:58 - *"Il vous demande de passer le relais à votre successeur."*

Martin Kirsch - 1:11:00 - *"Tout à fait, et ensuite c'est vrai que Guy Penne m'a appelé pour avoir des informations et donc je l'ai reçu chez moi, nous avons parlé librement."*

Jean-Pierre Cot - 1:11:13 - *"D'un côté il y avait Cot, de l'autre côté, il y avait Guy Penne".*

Jean-Pierre Cot - 1:11:18 - *"Jean-Pierre Cot c'était l'ouverture sur le tiers monde, le discours généreux, le développement, les nations-unies, les droits de l'homme, très bien, ça donnait une image à laquelle Mitterrand tenait beaucoup. Et puis de l'autre côté, il y avait la politique symbolisée par Guy Penne qui était une politique de relations directes avec les chefs d'état africains, de consolidation de ces régimes quelle que soit la situation et qui était un type classique de la Françafrique. Et François Mitterrand*

trouvait très commode d'avoir ces deux fer au feu et de pouvoir jouer sur les deux tableaux. Mais ça n'a eu qu'un temps parce qu'à partir d'un certain moment, il a fallu choisir et Mitterrand a choisi."

TV - 1:12:05 - *"Monsieur Christian Nucci est nommé Ministre délégué auprès du Ministre des Relations Extérieures chargé de la Coopération et du développement en remplacement de Monsieur Jean-Pierre Cot."*

Jean-Pierre Cot - 1:12:18 - *"Je reçois un coup de fil de Pierre Mauroy qui me dit me dit Jean-Pierre, est-ce que tu veux être ambassadeur à Madrid? Je lui ai répondu tout simplement, non Pierre, je préfère retourner à l'université".*

Jean-Pierre Cot - 1:12:31 - *"J'ai pas de déclaration".*

Narrateur - 1:12:36 - Jean-Pierre Cot ne sera pas la seule victime du réalisme mitterrandien. A la tête des services secrets français, François Mitterrand avait nommé en 1981 un homme qui a son arrivée découvre les réseaux Foccart.

Pierre Marion - 1:12:54 - *"Je découvre effectivement qu'il y a des réseaux très puissants d'influence, de renseignement et d'influence dans les principaux pays francophones. Le point où ils avaient mis le paquet maximum, c'était le Gabon. Bongo avait dans son entourage des gens qui étaient directement manipulés par ELF ou par Foccart ou par les deux. Période du train, ça n'intéresse pas, et je retire de ma conversation avec Mitterrand l'impression diffuse qu'il en sait plus que moi, mais qu'il ne veut pas me le dire, et que, il a des contacts avec ces mouvances dont je ne connais pas exactement la nature. La première démarche a consisté à identifier et expulser du SDECE tous les éléments douteux dont on pouvait penser qu'ils auraient été manipulés par les réseaux ou par ELF, c'est la purge de décembre 81".*

Journaliste - 1:14:01 - *"Vous en avez expulsés combien?"*

Pierre Marion - 1:14:04 - *"J'en ai expulsés une trentaine".*

Narrateur - 1:14:06 - Ensuite, Pierre Marion décide de s'attaquer à la citadelle ELF.

Pierre Marion - 1:14:12 - *"J'ai demandé à Mitterrand qu'il m'accorde de pouvoir voir Chalandon qui était président d'ELF à cette époque là et j'ai donc déjeuné en tête à tête avec Chalandon dans la salle à manger personnelle du SDECE car là, j'étais sûr que les micros étaient de mon côté. Alors je lui ai dit "écoutez, ça ne peut plus durer. Il y a un service officiel de la république qui est un service de renseignement et d'influence, il s'appelle maintenant le DGSE. Vous voulez faire du renseignement de votre côté. Il est... On comprend que vous vouliez faire de l'influence pour vos intérêts commerciaux et économiques mais le renseignement ou l'influence politique, c'est pas votre métier. Alors je vous demande de la part du président de la république, je vous demande de retirer vos agents des pays dans lesquels ils sont, dans lesquels ils sont accrédités actuellement. Et je m'attendais à une discussion très difficile et puis ça n'a pas été du tout difficile, il m'a dit tout de suite je suis tout à fait d'accord. Tout à fait d'accord pour respecter effectivement cette fonction particulière, mais son sourire disait que, voulait dire parle toujours mon bonhomme, tu n'y arriveras pas. Et j'y suis pas arrivé."*

Narrateur - 1:15:44 - De toute façon, aussi bien Jean-Pierre Cot que Pierre Marion n'auraient pu aller très loin dans leur tentative de faire le ménage car en 1986, la gauche perd les élections législatives. Jacques Chirac devient le premier ministre de cohabitation de François Mitterrand. Il rappelle immédiatement aux affaires à Matignon Jacques Foccart, âgé de 72 ans. Quant à François Mitterrand, il nomme son propre fils Jean-Christophe, au poste de Monsieur Afrique de l'Elysée.

Jean-Christophe Mitterrand - 1:16:21 - "En 86, Guy Penne a été élu sénateur, donc le poste était libre et mon père a décidé de me nommer à sa place. J'avais quand même derrière moi une longue expérience africaine en tant que journaliste et avant en tant que coopérant".

Journaliste - 1:16:41 - Est-ce que c'était pas un peu délicat que le Monsieur Afrique de l'Elysée soit le fils du président de la république?

Jean-Christophe Mitterrand - 1:12:36 - "Pourquoi, je suis interdit de travail ? Parce que j'ai un nom? Je suis à un poste où j'ai des compétences et un passé. beaucoup de mes prédécesseurs n'avaient pas ce passé là. J'y suis reté quand même en tant qu'adjoint en tant que patron de cette cellule, j'y suis resté plus de dix ans".

Narrateur - 1:17:16 - Les présidents africains, friands de relations familiales voient d'un bon oeil l'arrivée du fils du président à un poste où les relations personnelles jouent un rôle primordial. "Est-ce qu'il vous arrivait de discuter de ces affaires là au petit déjeuner ?"

Jean-Christophe Mitterrand - 1:17:34 - "Ca arrivait quelques fois, bien sûr, mais c'était un de mes avantages, c'est que je pouvais en parler en dehors des heures de bureau".

Narrateur - 1:17:44 - Mais confronté aux puissants réseaux de Jacques Foccart, Jean-Christophe Mitterrand a du mal à exister auprès de ses interlocuteurs africains. Il abuse de son statut de fils du président et hérite du surnom peu flatteur de "papa m'a dit". Cette cohabitation Jacques Foccart, Jean-Christophe Mitterrand, Matignon contre l'Elysée, paralyse encore un peu plus la définition d'une politique africaine. Comme en témoigne le sommet de la francophonie de l'Omé en 1986.

TV - 1:18:18 - "La détente en musique, l'harmonie même au sommet, voilà pour la scène et pour les caméras. Mais en coulisses, l'image est différente, le climat est différent. Jean-Christophe Mitterrand le conseiller aux affaires africaines à l'Elysée est omniprésent. Le fils du président n'est pas seul. A ses côtés, son prédécesseur Guy Penne qui a quitté officiellement l'Elysée mais qui a fait tout de même le voyage pour une raison précise, pour marquer en quelque sorte un autre homme, Jacques Foccart, l'homme de Chirac pour l'Afrique, après avoir été celui de de Gaulle et de Georges Pompidou. Jacques Foccart dit le Sphinx. Les trois hommes sont souvent près les uns des autres et il leur arrive bien sûr de discuter entre eux à Paris, mais jamais en public comme s'ils voulaient délimiter leur territoire, comme s'il y avait à l'Omé deux délégations françaises."

Narrateur - 1:19:24 - Mais en 1988, François Mitterrand réélu pour un deuxième septennat va reprendre la main. La France a toujours un besoin vital des ressources du continent noir, mais deux événements

vont profondément changer la donne, la chute du mur de Berlin d'abord, qui marque le fait que l'Occident n'a plus besoin de son gendarme français en Afrique face à un péril communiste disparu. L'affaire ELF ensuite, elle va révéler à quel point la société française a été gangrenée par l'argent du pétrole. La Francafrique entre dans une période de grande turbulence."

A suivre...